



Emilie CHALAS
Députée de l'Isère

Communiqué de presse :

« Réflexion d'une Députée confinée »

Alors que nous entrons bientôt dans notre septième semaine de confinement, nous vivons une crise sanitaire sans précédent dans notre histoire moderne. Incertitude, ignorance, doute, peur. Le monde occidental est ébranlé. Dans ce qu'il a de pire d'abord : ses certitudes, sa vanité, son rapport à la maîtrise et à l'accélération. Mais aussi dans ce qu'il a de meilleur : la liberté, la démocratie, la connaissance, le progrès, la rationalité. L'horizon des prochains mois est angoissant à plus d'un titre. La crise économique s'installe, elle sera profonde et durable. Elle frappera les plus fragiles et les plus petits. Elle les frappera sans doute moins fortement que lors des crises du passé, grâce aux multiples amortisseurs sociaux que nos sociétés ont su mettre en place, mais toute de même elle les frappera et, *de facto*, elle engendrera une crise sociale. Les entreprises, grandes et petites vont être fragilisées. Elles devront faire face au manque de trésorerie, à l'endettement, aux difficultés d'observation des nouvelles règles de protection sanitaire et même aux difficultés de l'obtention des moyens de protection sanitaire. Quant au personnel, il devra, lui, affronter le chômage dans toutes ses variations : temporaire, partiel, total. Il devra également affronter de nouvelles conditions de travail qui lui imposeront peut-être de travailler plus longtemps. Le désespoir côtoiera l'espoir de la reprise.

Face à cette crise, l'assemblée nationale, le sénat et le gouvernement prennent leurs responsabilités. Sans arbitraire, mais avec lucidité et humilité, parlements et gouvernement consultent scientifiques, experts, spécialistes de toutes disciplines pour éclairer leurs décisions, pour promulguer projets de loi d'urgence et ordonnances. Le moment est complexe et difficile. Quelle décision prendre ? Quel chemin emprunter ? Qui écouter ? Quelles priorités pour épargner l'avenir ?

Peu nombreux sont ceux qui aimeraient être à la place des femmes et des hommes politiques qui aujourd'hui gouvernent. Il n'y a pas de solution simple. Il n'y a pas le choix entre bonnes et mauvaises solutions. Il n'y a de choix qu'entre mauvaises options et moins mauvaises options. Le gouvernement n'a pas voulu sacrifier la santé des Français pour sauver l'économie. Est-ce la meilleure des options ou la moins mauvaise ?

En donnant la priorité à la santé des Français, le gouvernement a-t-il pour autant abandonné l'économie ? Non. Il s'efforce de sauvegarder l'avenir de l'économie, de la tenir prête à repartir quand le déconfinement aura lieu et quand, plus tard, l'épidémie de coronavirus sera vaincue. D'où ces mesures prises : dispositif d'activité partielle, prêts garantis par l'État, fonds de solidarité.

En ces temps d'épidémie de coronavirus les services de l'État font tout ce qu'il est possible de faire et ils le font du mieux possible. J'en suis persuadée car je l'ai constaté.

Pour ceux qui sont au front, en première ligne dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus, les personnels soignants, le gouvernement a reconnu pleinement leur travail essentiel et considérable. Des primes seront versées, des heures supplémentaires seront payées, un plan massif de revalorisation des carrières sera lancé et un plan non moins massif d'investissement pour l'hôpital lui-même, ses murs, son matériel médical, le nombre de ses chambres, sera également mis en œuvre.

Chaque soir, à nos balcons, nous applaudissons ces personnels soignants. C'est symbolique, mais ce n'est nullement dérisoire. Nous applaudissons leur magnifique engagement qui nous redonne espoir dans notre capacité à agir, à être solidaires et à nous réinventer.

Pour les plus démunis et les plus précaires, des mesures d'urgence sociale ont été prises. Mesures de court terme, certes, mais indispensables. Elles ne suffiront pas à les protéger pour la suite. Elles seront peut-être même inadaptées au temps qui seront ceux de l'après crise du coronavirus. C'est la raison pour laquelle le gouvernement entend adopter d'autres mesures pour ne pas laisser sur le bord de la route de la reprise économique tous ceux qui n'ont plus rien.

Mon équipe de collaborateurs a eu moins de travail. Deux options se présentaient à elle : congés ou chômage partiel. Nous avons décidé ensemble d'une troisième voie : mon équipe continuerait à travailler à 100%, mais non plus pour moi. Elle s'est mise à la disposition d'associations, du centre COVID et même d'un EHPAD. La conscience de l'intérêt général est à, bien ancrée. Je suis fière de mon équipe.

De mon côté, j'ai demandé que les personnels des EPHAD, au même titre que les personnels hospitaliers, soient eux aussi reconnus dans l'épreuve qu'ils affrontent en soignant nos anciens dont la fragilité s'est notablement accrue en ces temps d'épidémie de coronavirus.

Je me suis également adressée à des associations que je connaissais bien, Emmaüs, le SAMU Social et le Secours Populaire, pour les aider dans leur campagne de dons alimentaires en lien avec les grandes surfaces commerciales, d'une part et, d'autre part, afin de pourvoir à leurs besoins en matière de matériel de protection sanitaire.

Il manquait à ces associations, comme à d'autres structures, des masques et du gel hydroalcoolique ? Et bien, allons en chercher, allons en produire et redistribuons-les. Ce qui fut fait. Il faut se mettre dans l'action pour ne plus penser au pire.

Avec des amis et des personnes de bonne volonté, je me suis mise à la recherche de masques, de surblouses, d'alcool, de glycérine. Mille coups de téléphone ont été passés pour trouver ces denrées rares. Mais être députée, ça aide. Les dons ont afflué. Tant mieux, pour une fois que nous sommes remerciés de quelque chose, nous députés... Des centaines des masques en tissu, chirurgicaux et FFP2 ont été récoltés. Deux cents litres de lotion hydroalcoolique ont été fabriqués et embouteillés avec Denis Roux, Maire de Noyarey et biologiste de profession. Des dizaines de surblouses et de gants ont été récupérés. De très nombreux dons, mais il a fallu en payer quelques-uns qui n'avaient de dons que le nom. La générosité a partout ses limites, je le savais, mais tout de même en pleine crise épidémique, cela ne cesse encore de m'étonner. Puis, nous avons livré tout ce matériel médical aux infirmières, aux entreprises d'aide à domicile, aux associations, aux pompiers.

Un besoin d'une nature autre que médicale est venue m'interpeller : le besoin alimentaire pour les plus pauvres. Dans l'action cette fois encore, j'ai foncé. Petites et moyennes surfaces nous ont donné - et continuent à le faire - des denrées, tous les jours ; denrées fraîches pour les associations qui peuvent les stocker au frais et denrées sèches pour les maraudes.

Avec ma collègue Camille Galliard Minier, députée de la première circonscription de l'Isère, nous distribuons, aujourd'hui encore, du pain, des gants, des masques en tissu. Nous donnons aussi des tablettes numériques aux EHPAD pour que les personnes âgées qui sont confinées puissent communiquer par écrans interposés avec leurs proches, enfants et petits-enfants. Cela ne remplace pas le contact direct, mais c'est mieux que rien. C'est une bonne chose que les visites soient à nouveau autorisées par le gouvernement. Je suis d'ailleurs très impressionnée par le travail d'Olivier Véran. C'est un excellent ministre des Solidarités et de la Santé.

De fil en aiguille, dans le prolongement de cette action au plus près des associations, au plus près de l'organisation de collectes de dons en matériel médical et en nourriture et au plus près même de la production bénévole et bricolée de masques et de gel, je me suis retrouvée coordinatrice administrative du centre COVID19 Rive Gauche, situé à Sassenage. J'y ai découvert le monde de la médecine de ville que je ne connaissais pas, avec ses hautes qualités, ses complications également : du volontariat compétent mais

peu de bénévolat sur le terrain. Tous voulaient continuer à soigner, mais personne ne voulait faire de visite à domicile et les patients ne venaient plus en consultation.

Cela se passait au temps du confinement, temps qui dure encore. Qu'en sera-t-il après ? Le 11 mai prochain ne sera pas le grand soir, c'est le début de la suite et donc de l'incertitude : un déconfinement progressif dont nous attendons le cadre. Ça va venir. Retour à l'école, très bien. On conforte le télétravail, très bien aussi.

Le port du masque sera-t-il obligatoire ? Certaines régions ou catégories de personnes seront-elles contraintes de rester confinées ? Les tests seront-ils systématiques ? Si nous avons eu le COVID19, sommes-nous immunisés ? Quand y aura-t-il un vaccin ? Comment la vie va-t-elle reprendre ? Que vont être le travail quotidien, l'école, la vie locale avec ses commerces, ses bars et restaurants, la vie culturelle avec ses cinémas, ses théâtres, ses festivals ? Sera-t-il possible de voyager ? Quand et jusqu'où ?

Autant de questions en attente de réponse. Il est légitime de les poser. Et il est légitime que le gouvernement n'y réponde pas, du moins pas immédiatement. Car il ne sait pas et nul ne sait encore répondre à ces questions.

Cependant, on entend déjà les opportunistes qui, comme à chaque crise de grande ampleur et de quelque nature qu'elle soit, économique, sociale, politique, environnementale ou sanitaire, se transforment en prédicateurs messianiques d'un monde nouveau et d'un ordre nouveau. En tant de crise, les messies surgissent, toujours très nombreux. Tous disent avoir prévenu, avoir alerté, avoir annoncé. Tous ont les réponses. Tous ont la solution. Tous savent. Tous ont raison contre les gouvernements en place, contre les comités scientifiques, les spécialistes, les experts. Certains de ces messies nous appellent même à nous préparer à la fin du monde. Heureusement, le monde leur a donné toujours tort. Passée la crise, les messies disparaissent à nouveau.

Oui, nous devons tirer le bilan de cette crise sanitaire. Mais sortons déjà de cette crise avant toute chose. Oui, c'est une opportunité majeure pour repenser notre système économique et l'améliorer, nos solidarités et les renforcer, notre fonctionnement sociétal et l'amender, notre ambition écologique et l'accélérer. Oui, un certain nombre de choses vont changer et doivent changer. Est-ce pour autant qu'il faille renverser la table ? Changer le monde du tout au tout ? Je ne le pense pas. Instruits par l'histoire, les peuples français et européens savent que les révolutions mènent à tout sauf à la démocratie.

J'entends accourir les populistes. Ils condamnent la terre entière et tous les responsables politiques sans exception. Ils refont de l'histoire de France et du monde. Et ils affichent leurs programmes dans lesquels propositions d'extrême gauche et d'extrême droite se confondent : « Supprimons le capitalisme », « Arrêtons la mondialisation », « Mettons fin à la financiarisation de l'économie », « Nationalisons les grandes entreprises », « Augmentons les impôts des riches et des entreprises », « Travaillons moins », « Stoppons la croissance », « Débarrassons-nous du progrès » « Revenons au localisme », « Passons au municipalisme ».

Et bien chers Grenoblois, la crise que nous vivons aujourd'hui va nous permettre de vivre dans le réel ces propositions populistes : une France dont la croissance s'écroule, nous y allons ; la faillite des entreprises dont les patrons ne seraient que d'horribles profiteurs mondialistes, ça arrive ; un monde dans lequel les échanges économiques vont ralentir, ça vient ; la vie sans café de Colombie, ni sucre du Brésil et sans vendre notre vin et notre fromage, c'est en route. Et tout cela ne fait pas rêver.

Pensons demain, ensemble, et gardons bien en tête surtout, avec humilité, que demain ne ressemblera pas à ce que chacun peut imaginer aujourd'hui. L'histoire, une fois de plus, nous enseigne que les mondes imaginés n'adviennent jamais. Hier ne prépare pas demain. L'humanité n'a cessé de se réinventer et de se surprendre elle-même. Elle a toujours vécu dans des mondes qu'elle n'a pas vu venir.

À demain.